

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques  
Antenne de Bayonne  
6 allées marines  
64 100 Bayonne

Bayonne, le 16/03/2026

### Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2026

#### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

### SIGNATURE VERTICAL & MOBILITY SOLUTIONS

BERROUETTA  
ZONE DE BERROUETA  
64 122 Urrugne

Références : UBD4-64/D2026

Code AIOT : 0005202841

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement SIGNATURE VERTICAL & MOBILITY SOLUTIONS implanté BERROUETTA ZONE DE BERROUETA 64122 Urrugne. L'inspection a été annoncée le 23/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale coup de poing sur les conditions de stockage des produits chimiques.

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIGNATURE VERTICAL & MOBILITY SOLUTIONS
- BERROUETTA ZONE DE BERROUETA 64122 Urrugne
- Code AIOT : 0005202841
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n°04/IC/342 du 3 août 2004, la société SIGNATURE S.A. a été autorisée à exploiter une installation de fabrication de matériel de signalisation routière à URRUGNE comprenant notamment :

- une installation de traitement de surface par voie chimique autorisée sous la rubrique 2565-2.a,
- une installation d'application par accrochage électrostatique et polymérisation de poudres organiques autorisée sous la rubrique 2940-3.a,
- une installation de décapage thermique autorisée sous la rubrique 2566.

Par arrêté préfectoral complémentaire n°06/IC/372 du 9 octobre 2006, il a été prescrit à la société SIGNATURE la mise en place d'un suivi de ses rejets de substances dangereuses dans le cadre du plan régional de recherche et de réduction des rejets de substances classées dangereuses pour l'environnement (PR4S).

Par arrêté préfectoral complémentaire n°07/IC/121 du 23 avril 2007, l'article 16.4 de l'arrêté d'autorisation a été modifié pour prendre en compte les modifications apportées par l'exploitant concernant la gestion du prélèvement d'eau et de ses effluents.

Par arrêté préfectoral complémentaire n°2841/2010/013 du 27 octobre 2010, il a été demandé à l'exploitant d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de ses substances dangereuses dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement.

Par récépissé n°2841/2013/013 du 5 mai 2013, il a été acté du changement de dénomination de la société SIGNATURE S.A.S. vers SIGNATURE INDUSTRIE S.A.S.

Le site d'URRUGNE est spécialisé dans la fabrication de panneaux de signalisation traditionnels et à affichage variable. La société fabrique également les coques des radars fixes. Depuis l'inspection précédente, une activité de réalisation d'abris pour le compte de la SNCF a été mise en place (transfert d'activité depuis un site allemand).

En 2014, un plan social concernant 40 départs a été mené sur le site. Les différentes réorganisations et les départs de personnel ont conduit au renouvellement de l'équipe QSE du site qui est passée de six personnes à deux.

L'exploitant nous a informé, en 2016, que le nom de l'entreprise a changé pour devenir SVMS (Signature Vertical & Mobilty Solutions).

**Thèmes de l'inspection :**

- AR – 3 : produits chimiques

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte l'ensemble des prescriptions visées dans le rapport.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté l'ensemble des FDS des produits dangereux stockés sur son site, dont les deux suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• ALCOOL ETHYLIQUE 96° DENATURE : Produit chimique intermédiaire / Activités de laboratoire,</li><li>• SurTec 602 : Dégraissant / Phosphatation.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b> Le registre de sécurité a été présenté lors de la visite d'inspection. Les RIA et les extincteurs du site ont été contrôlés le 05 janvier 2026.  Les produits dangereux sont stockés dans une pièce hermétique, fermé à clefs. Seuls les personnes habilitées et formées aux risques concernant les produits chimiques ont accès aux substances.  Un affichage spécifique est placé à l'entrée rappelant l'ensemble des règles de sécurités à respecter.  L'ensemble des employés suivent des formations continues sur les risques spécifiques. La dernière a eu lieu en janvier et avait pour thèmes : <ul style="list-style-type: none"><li>• Chiffres sécurité 2025,</li><li>• Risques chimiques et focus sur le CMR (Produits Cancérogènes, Mutagènes et Reproxydes),</li><li>• Risques liés aux rayonnements laser.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li><li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>• dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les produits chimiques sont sur rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Constats :</b> Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : État des stocks de produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour l'état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  L'état des stocks a été présenté le jour de l'inspection. Le fichier concernant le suivi des produits chimiques, en date du 13 mars 2026, indique la présence de 3 724 kg de produits chimiques sur le site .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite